

IMPRESSIONS DE CHINE

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Les 4 et 5 mai dernier se tenait à Pékin un colloque organisé par l'ambassade de France en Chine, le Bureau des conseillers du Conseil des affaires de l'État de la république populaire de Chine et la Commission européenne, intitulé « L'Union européenne et la Chine en 2030 : une approche prospective ».

À défaut que s'y soit instauré un véritable échange sur les futurs possibles de la Chine et de l'Europe à l'horizon des 20 prochaines années, les participants se sont longuement félicités de leurs objectifs communs tels qu'ils sont énoncés dans le 12^e Plan chinois (2011-2015) et dans la Stratégie 2020 de l'Union européenne, les uns et les autres affichant en chœur l'ambition d'une croissance économique forte, équitable et durable, permettant de relever le double défi de la cohésion sociale et d'un développement plus respectueux de l'écosystème.

Au-delà de cet affichage de bon aloi, les experts chinois n'ont pas manqué de souligner le déclin de l'Europe résultant des divergences entre les États membres, de la crise de leurs finances publiques et de l'absence d'institutions publiques communautaires pleinement investies des pouvoirs nécessaires au bon fonctionnement de l'Union... Ils se représentent le monde de demain comme

dominé par les BRICA (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), avec une Europe en perte de vitesse.

De leur côté, les Européens, tout en s'efforçant de surmonter leurs divergences, se sont érigés en défenseurs de leur modèle d'économie sociale de marché et ont souligné le caractère insoutenable de la croissance chinoise, sur le plan tant écologique que social, ainsi que l'inégalité des relations entre la Chine et l'Europe, notamment sur le plan commercial.

Au-delà de ces échanges formels, plusieurs choses m'ont frappé en dépit de mon incompetence sur la Chine et de la brièveté de mon séjour. D'abord, l'extraordinaire transformation opérée par la Chine au cours des 30 dernières années, sa croissance économique vertigineuse tirée par les exportations et les investissements étrangers, au prix toutefois d'un coût humain, d'un gaspillage des ressources et d'une pollution gigantesques¹. Ensuite, l'assurance (sinon l'arrogance) des autorités chinoises, convaincues de l'avenir radieux de leur empire, confortées par les dernières prévisions du Fonds monétaire international affirmant que le produit intérieur brut du pays dépasserait celui des États-Unis en 2016.

Le pays est lancé dans une course contre la montre pour réduire les iné-

1. Voir l'excellent ouvrage de Caroline Puel, *Les Trente Ans qui ont changé la Chine* (Paris : Buchet-Chastel, 2011).

galités sociales, qui ne cessent de se creuser entre les 500 millions de travailleurs migrants venant du monde rural, la classe moyenne qui émerge dans les villes et les dirigeants toujours plus avides de s'enrichir. La croissance économique doit donc rester forte, notamment pour offrir aux travailleurs une meilleure protection sociale et des perspectives d'évolution salariale d'autant plus nécessaire que l'inflation, en particulier des denrées alimentaires et du logement, suscite déjà de larges mouvements sociaux.

Mais cette croissance, désormais plus orientée vers la demande intérieure, doit aussi être plus sobre : la Chine doit cesser de dilapider ses ressources, y compris en limitant certaines exportations telles que celles d'acier et de terres rares, dont la production devrait être réduite de moitié d'ici 2015. Elle doit également lutter contre une pollution croissante et entend, à ce titre, fermer un certain nombre de sites industriels et, comme l'a affirmé son Premier ministre, Wen Jiabao, se porter à l'avant-garde des nouvelles industries liées au développement durable et aux énergies propres.

Satisfaite de son mode de gouvernance de type soviétique en même temps que conquise par le modèle libéral américain, la Chine m'est apparue très sûre de son grand destin impérial. Suivant la voie initialement tracée en 1975 par Zhou Enlai qui avait affirmé vouloir porter l'économie chinoise au premier rang du monde grâce aux « quatre modernisations » (de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des techniques, et de la défense), poursuivant la politique introduite par Deng Xiaoping lorsqu'il a créé les zones économiques spéciales (ZES), la Chine connaît un essor sans précédent. Elle

entend désormais, comme l'a longuement exposé le Premier ministre Wen Jiabao dans un discours devant l'Assemblée en 2010, redéployer son économie vers des industries d'avenir, promouvoir l'innovation à tous les niveaux, lancer une opération de « renouveau national »...

Mais derrière ces ambitions affichées se cachent de profondes inquiétudes liées à la corruption et à la multiplication de revendications sociales, à l'aspiration, notamment des jeunes générations d'internautes et de blogueurs, à une cinquième modernisation : la démocratie. Un rapport alarmiste mené dans 10 villes entre mars et mai 2010 par la Fédération des syndicats chinois (le nom officiel du syndicat unique), souligne cependant que « les jeunes migrants ont grandi en marge des villes et ne savent plus cultiver la terre. Comparés à leurs parents, ils ont des attentes beaucoup plus fortes de la vie, mais moins d'endurance. En raison de leur faible niveau de formation, ils trouvent rarement des emplois avec de hauts salaires et finissent aux marges de la campagne [...] L'accumulation de leurs demandes commence à avoir des effets négatifs sur la stabilité sociale, la vie politique de notre pays et son développement durable... »

En dépit de la politique de répression, une réforme nouvelle s'impose. Wen Jiabao lui-même le reconnaît : « nous devons, dit-il, libérer nos esprits [...], encourager les nouvelles expériences [...], développer une éducation visant à l'épanouissement de la personne ». Les autorités chinoises seront-elles capables de relever tous ces défis avant que des mouvements sociaux, nonobstant les forces de répression, n'entraînent une explosion majeure ? ■